Déchets d'Équipements Électriques et Électroniques

Des enjeux financiers cinq à dix fois supérieurs à ceux des déchets d'emballages ménagers

Sommaire :

- p.2 - DEEE en définition
- p.3 - Contexte et problématique liés à la valorisation des DEEE
- p.5 - Réglementation
 - ❶ La directive européenne 2002/96/CE relative aux DEEE
 - ❷ La directive 2002/95/CE relative à la limitation de l'utilisation de certaines substances dangereuses dans les équipements électriques et électroniques
 - ❸ Un décret français en préparation
- p.10 - Observations de l'AMF : réglementation et enjeux des collectivités locales
 - ❶ Positionnement et observations de l'AMF sur le projet de décret (version n° 2 du 14 novembre 2002)
 - ❷ Démarches engagées par l'AMF sur la gestion des DEEE
- p.12 - Expériences en France
- p.14 - Expériences à l'étranger
- p.16 - Adresses utiles
 - ❶ Aides techniques
 - ❷ Filières des DEEE en France
- p.24 - Glossaire

DEEE en définition

Les DEEE sont les déchets issus d'équipements électriques et électroniques, fonctionnant grâce à des courants électriques et à des champs électromagnétiques, abandonnés par leur détenteur. Ces déchets peuvent être hors d'usage ou seulement obsolètes ; les DEEE sont souvent réparables entièrement ou en partie, certains de leurs composants peuvent être recyclés et valorisés.

Sont considérés comme DEEE : les appareils ménagers, les équipements informatiques et de télécommunications, le matériel grand public, le matériel d'éclairage, les outils électriques et électroniques, les jouets, les équipements médicaux, les instruments de surveillance et de contrôle, les distributeurs automatiques.

® Voir la liste des catégories d'équipements électriques et électroniques en annexe I A et la liste des produits en annexe I B de la directive européenne n° 2002/96/CE du 23 janvier 2003.

Les DEEE sont définis et leurs filières de valorisation sont déterminés en fonction la nature de leurs composants : composants plastiques, inertes (verre, béton), métaux ferreux ou non ferreux, constituants dangereux nécessitant un traitement spécifique (piles et accumulateurs, tubes cathodiques, CFC, cartes électroniques, condensateurs au PCB...).

Les DEEE sont identifiés et regroupés en fonction de leurs caractéristiques communes ; les données suivantes sont reconnues par l'ADEME « Déchets d'équipements électriques et électroniques (DEEE) », site <http://entreprise.ademe.fr/Déchets>.

Les DEEE des ménages sont classés en trois catégories principales :

- les produits blancs (recouvrant les lave-linge, lave-vaisselle, frigidaires, appareils de cuisson),
- les produits bruns (recouvrant les appareils audiovisuels et de communication tels que les télévisions, les magnétoscopes, les chaînes HI-FI),
- les produits gris (recouvrant les appareils de bureautique et de télécommunication tels que les ordinateurs, les téléphones, les photocopieurs).

Parmi les produits blancs, on distingue les deux groupes suivants :

- le GEM : Gros ElectroMénager (lave-linge, lave-vaisselle, frigidaires, appareils de cuisson, appareils de chauffage...),
- le PEM : Petit ElectroMénager (aspirateurs, fers à repasser, grille-pain, friteuses, couteaux électriques, réveils, balances...).

A noter : dans le décret français n° 2002-540 du 18 avril 2002 relatif à la classification des déchets, les DEEE sont classés soit dans les déchets dangereux, soit dans les déchets non dangereux selon leurs caractéristiques (rubriques 16 02, 20 01 33 et 20 01 34).

La directive 2002/95/CE du 27 janvier 2003, relative à la limitation de l'utilisation de certaines substances dangereuses dans les équipements électriques et électroniques, oriente la conception des équipements électriques et électroniques vers la limitation de la présence de substances dangereuses d'ici le 1^{er} juillet 2006.

Contexte et problématique liés à la valorisation des DEEE

L'évolution des technologies et des microtechniques de ces dernières décennies a amené notre société à utiliser de plus en plus d'appareils électriques et électroniques : télévisions, ordinateurs, calculatrices, téléphones, électroménagers... sont autant d'équipements devenus indispensables dans notre vie privée et professionnelle quotidienne.

Les déchets d'équipements électriques et électroniques représentent non seulement le stock de ce matériel en fin de vie, hors d'usage et dont les habitants se débarrassent, mais également le matériel devenu moins performant.

D'après l'ADEME (« Déchets d'équipements électriques et électroniques », site <http://entreprise.ademe.fr/Déchets>), la production de DEEE en France était de 1,5 millions de tonnes en 2000.

Actuellement, la Commission européenne estime que chaque européen produit en moyenne 40 Kg de DEEE par an... - communiqué de presse n° IP/02/1463 de la Direction générale de l'Environnement de la Commission européenne « La commission se félicite de l'accord sur les déchets d'équipement électriques et électroniques et la limitation des substances dangereuses » - 11 octobre 2002.

Par ailleurs, ce ratio devrait continuer d'augmenter rapidement dans les prochaines années, vu l'importante croissance de production de ces déchets ; comme le souligne Dinu Dragomirescu, journaliste à Recyclage Récupération Magazine dans l'article « DEEE : ouverture d'un nouveau chapitre » - Recyclage Récupération Magazine n°3 du 24 janvier 2003 – « Les déchets électriques et électroniques sont la catégorie de déchets qui connaît la croissance la plus rapide. Leur volume s'élève en Europe à 6 millions de tonnes par an et, selon les estimations, devrait doubler au cours des dix prochaines années ».

Les DEEE contiennent de nombreux matériaux valorisables et réutilisables ; ils peuvent également contenir des substances dangereuses pour l'environnement. Des solutions de tri, collecte, démantèlement, traitement, recyclage existent. Cependant, la Direction générale de l'Environnement de la Commission européenne indique, dans un communiqué de presse 11 octobre 2002, que « à l'heure actuelle, 90 % de ces déchets sont mis dans les décharges ou incinérés sans le moindre prétraitement ».

D'après l'ADEME, il existe plusieurs filières de valorisation selon la nature et l'état des matériaux :

- la réutilisation des équipements (avec remise en état et revente d'occasion),
- la réutilisation de pièces (pièces utilisées pour réparer d'autres équipements),
- le recyclage et la valorisation de matière (recyclage des métaux ferreux et non ferreux, des plastiques non pollués, des verres cathodiques),
- la valorisation énergétique ou incinération avec récupération d'énergie (intéressante pour les déchets à pouvoir calorifique interne élevé, mais non pour les déchets contenant des substances dangereuses),
- l'élimination par la destruction : incinération sans récupération d'énergie ou stockage en CET I (cas des PCB et CFC).

Dans ce cadre, la Commission européenne a adopté deux directives le 27 janvier 2003 concernant d'une part les DEEE et d'autre part la limitation des substances dangereuses dans les produits électriques et électroniques. Ces deux textes complémentaires ont pour objectifs de promouvoir l'organisation des filières de traitements et de recyclages tant sur le plan environnemental qu'économique et financier, tout en limitant la présence de substances dangereuses dans les équipements électriques et électroniques mis sur le marché. Etant donné les échéances fixées, ces directives devront être transposées en droit français le plus rapidement possible (étude actuelle du projet de décret).

Réglementation

Le 11 octobre 2002, le Parlement européen et le Conseil se sont entendus sur le projet de directive des déchets d'équipements électriques et électroniques. Approuvée définitivement, la directive 2002/96/CE du Parlement européen et du conseil du 27 janvier 2003 est publiée au Journal Officiel de l'Union européenne le 13 février 2003 (JO CEE L37 du 13 février 2003).

Il est à noter que la directive 2002/95/CE relative à la limitation de l'utilisation de certaines substances dangereuses dans les équipements électriques et électroniques est également publiée au JO de l'Union européenne le 13 février 2003.

● La directive européenne 2002/96/CE relative aux DEEE

adoptée le 27 janvier 2003, publiée au JO de l'Union européenne le 13 février 2003

La directive 2002/96/CE relative aux déchets d'équipements électriques et électroniques a pour objectifs de promouvoir l'organisation des filières d'élimination et de valorisation des DEEE.

® voir la directive 2002/96/CE (http://europa.eu.int/eur-lex/fr/dat/2003/l_037/l_03720030213fr00240038.pdf)

Le texte prévoit **la responsabilité des producteurs et des importateurs d'appareils électriques et électroniques** ; ceux-ci devront financer les filières de collecte et de recyclage des déchets provenant des appareils qu'ils produisent. Ce principe a l'avantage d'orienter les industriels vers des éco-procédés, utilisant des matériaux recyclables ou moins nocifs pour l'environnement (art.4) et leur permettant ainsi d'en réduire les coûts de traitement.

Notons que la directive retient la responsabilité des industriels, qui devront « assurer, au moins, le financement de la collecte à partir du point de collecte, du traitement, de la valorisation et de l'élimination non polluante des DEEE provenant des ménages » (art.8) ; cependant elle laisse à chaque Etat membre la possibilité de choisir qui doit assurer le financement du transport jusqu'aux points de collecte (voir le projet de décret français).

Le coût de la filière sera néanmoins répercuté sur les prix de vente puisqu'il sera internalisé dans le produit à l'achat.

Pendant une période de 8 ans, les producteurs pourront « informer les acheteurs, lors de la vente de nouveaux produits, des coûts de la collecte, du traitement et de l'élimination non polluante » (art.8) ; cette information pourra se communiquer sous forme de « Visible Fee » : ligne apparaissant sur l'étiquette de vente des nouveaux équipements électriques et électroniques et précisant les coûts supportés par le fabricant pour la gestion des déchets de ces équipements en fin de vie.

Les utilisateurs d'équipements électriques et électroniques devront être informées du système de reprise des DEEE et de collecte sélective mise en place (séparation des DEEE et des autres déchets ménagers) ; les producteurs devront apposer un symbole (voir l'annexe IV de la directive) sur les équipements mis sur le marché après le 13 août 2005 afin de permettre leur identification (art.10).

L'ensemble des DEEE devront être traités dans des centres de traitements autorisés (art.6) ; les DEEE pourront être exportés selon la réglementation en vigueur sur le contrôle et le transferts des déchets vers des pays étrangers (Communauté européenne ou non) ; voir les détails dans l'article 6.

Les objectifs et les échéances sont :

→ Avant le 13 août 2005, le système de reprise gratuite de DEEE par les producteurs devra être mise en œuvre ; « les détenteurs finals » et « distributeurs » devront pouvoir « se défaire au moins gratuitement de ces déchets » (art.5).

→ Avant le 31 décembre 2006, un taux minimal moyen 4 Kg / hab et par an de DEEE devra être collecté de façon sélective (art.5).

→ Avant le 31 décembre 2006, les producteurs devront atteindre les objectifs de valorisation suivants (art.7) :

- Le taux minimum de valorisation en poids moyen par appareil sera le suivant :

- 80 % pour les gros appareils ménagers et les distributeurs automatiques,
- 75 % pour les équipements informatiques et de télécommunication ainsi que pour le matériel grand public,
- 70 % pour les petits appareils ménagers, le matériel d'éclairage, les outils électriques et électroniques, les jouets et équipements de loisir et de sport, les instruments de surveillance et de contrôle.

- Le taux minimum de réutilisation et de recyclage des composants, des matières et des substances en poids moyen par appareil sera le suivant :

- 75 % pour les gros appareils ménagers et les distributeurs automatiques,
- 65 % pour les équipements informatiques et de télécommunication ainsi que pour le matériel grand public,
- 50% pour les petits appareils ménagers, le matériel d'éclairage, les outils électriques et électroniques, les jouets et équipements de loisir et de sport, les instruments de surveillance et de contrôle,
- 80 % pour les lampes à décharge.

- Les objectifs de valorisation et de réutilisation / recyclage pour les déchets d'équipements médicaux seront fixés au plus tard le 31 décembre 2008.

② La directive 2002/95/CE relative à la limitation de l'utilisation de certaines substances dangereuses dans les équipements électriques et électroniques adoptée le 27 janvier 2003, publiée au JO de l'Union européenne le 13 février 2003

A compter du 1^{er} juillet 2006, les nouveaux équipements électriques et électroniques mis sur le marché ne contiendront plus de plomb, mercure, cadmium, chrome hexavalent, PBB (polybromobiphényles) et PBDE (polybromodiphényléthers).

® voir la directive 2002/95/CE (http://europa.eu.int/eur-lex/fr/dat/2003/l_037/l_03720030213fr00190023.pdf)

③ Un décret français en préparation

Préparant la transposition française des deux directives européennes, le Ministère de l'Ecologie et du Développement Durable travaille actuellement sur un projet de décret relatif aux déchets d'équipements électriques et électroniques et aux autres équipements.

Ce texte a pour objectif :

- d'organiser la filière d'élimination des DEEE et autres équipements (transposition de la directive européenne 2002/96),
- de limiter l'utilisation de substances dangereuses pour l'homme et l'environnement dans les équipements électriques et électroniques et autres équipements (transposition de la directive européenne 2002/95).

‡ Les grandes lignes du projet de décret (version n° 2 du 14 novembre 2002)

Attention : le texte suivant est un résumé du projet de décret actuellement soumis à la consultation de l'ensemble des acteurs concernés. Ce projet représente donc une base de travail susceptible d'évoluer.

® voir le projet de décret

La version n° 2 du projet de décret envisage les articles suivants :

• **Article 21** - Au 1^{er} septembre 2005 et dans un délai de 2 ans, les détenteurs de DEEE seraient tenus d'éliminer ou de faire éliminer leurs DEEE.

• **Article 10** - Il définit précisément les déchets considérés comme DEEE et prévoit la responsabilité des producteurs d'équipements électriques et électroniques ; ceux-ci devraient en effet financer la filière d'élimination (collecte, transport, stockage, tri, pré-traitement, traitement) des déchets provenant des appareils qu'ils produisent, et garantir leur élimination de façon à éviter les nuisances (article L 541.2 du Code de l'environnement).

- **Article 19** - Filières orphelines : à partir du 1^{er} septembre 2005, les producteurs devraient assurer collectivement l'élimination de tous les DEEE ; leur financement serait proportionnel à leur part de marché par type d'équipement pour l'année précédant la mise en place et le financement de l'élimination. (La contribution des producteurs pourrait être dans ce cas affichée sur les points de vente pendant une durée de 10 ans pour les gros appareils ménagers et 8 ans pour les autres équipements).

- **Article 6** - Les DEEE feraient l'objet d'une filière à part entière et seraient collectés séparément des autres déchets.

- **Article 7** - Les distributeurs reprendraient gratuitement les DEEE dans la limite des quantités et des catégories d'équipements qui leurs seraient achetés. La reprise serait effectuée sur le lieu de vente ou sur d'autres lieux faciles d'accès et dont les distributeurs auraient la responsabilité ; le projet prévoit également l'intervention des collectivités locales dans le cas où une convention intervenait entre distributeurs et collectivités. Quant aux équipements électriques et électroniques non destinés aux ménages, le contrat d'achat devrait prévoir leurs conditions financières et d'élimination, une fois devenus déchets.

Les détenteurs pourraient déposer les DEEE dans des **points de collecte mis en place soit par les distributeurs (lieu d'entreposage privé), soit par les producteurs eux-mêmes, soit par les communes (exemple : déchèterie)** ; le service de reprise serait gratuit et les DEEE devraient être remis aux producteurs qui assureraient eux-mêmes le ramassage.

- **Article 8** - Les collectivités tiendraient à disposition des producteurs, les DEEE qu'elles détiennent (au titre de leur intervention en matière d'élimination de déchets) et les producteurs mettraient à disposition des collectivités les moyens permettant le regroupement, le tri, le stockage nécessaires avant le ramassage.

Les conditions de regroupements des DEEE sur les points de collecte devraient être précisées par arrêté inter-ministériel.

Les producteurs et distributeurs pourraient passer des contrats de remise directe des DEEE à des installations de traitements agréées.

- **Article 9** - Les producteurs de DEEE apposeraient sur leurs produits, leurs emballages et leurs notices un pictogramme permettant aux usagers d'identifier les DEEE entrant dans un système de collecte sélective. Producteurs, distributeurs et collectivités locales devraient communiquer et informer le grand public sur l'organisation de la filière d'élimination des DEEE.

- **Article 11** - Les producteurs assureraient le financement de la filière d'élimination de chacun des équipements qu'ils mettraient sur le marché. Cette garantie financière se présenterait sous forme d'un engagement écrit d'un organisme ou d'une entreprise agréée, d'un établissement de crédit ou d'une entreprise d'assurance. Les producteurs apposeraient alors une marque (norme définie par la Commission européenne) permettant d'assurer leur contribution pour chaque équipement électrique et électronique. Les conditions de la mise en place de cette garantie financière devraient être précisées dans un arrêté inter-ministériel.

• **Article 12** - Les producteurs pourraient :

- soit organiser eux-mêmes l'élimination des DEEE qu'ils ont mis sur le marché,
- soit recourir à un organisme agréé, à qui ils confieraient leurs responsabilités financières (principe d'Eco-Emballages et d'Adelphe pour les déchets d'emballages ménagers) ; l'accrément serait accordé pour une durée maximale de 3 ans renouvelable.

• **Articles 13 et 14** - Dans chacun des deux cas précédents, un cahier des charges fixerait les obligations à remplir afin de recevoir par le ministère chargé de l'environnement et par le ministère chargé de l'industrie, une approbation pour les producteurs, ou un accrément pour les organismes assurant les opérations d'élimination des DEEE pour le compte des producteurs.

Les procédures et le contenu du dossier de demande d'approbation et d'accrément devraient être précisées par arrêté inter-ministériel.

• **Article 16** - Les producteurs feraient effectuer ou effectueraient eux-mêmes un pré-traitement des DEEE avant leur valorisation ou leur destruction.

La valorisation serait préférée à la destruction.

Les objectifs de valorisation, de recyclage et de réutilisation des pièces devraient être fixés par arrêté inter-ministériel.

• **Articles 17 et 18** - Le pré-traitement, la valorisation et la destruction de DEEE seraient réalisés dans des Installations classées pour l'Environnement, sous contrat avec les producteurs et ayant obtenu de ces derniers les informations nécessaires à la réalisation des opérations.

• **Article 22** - Les producteurs de DEEE communiqueraient des informations relatives aux équipements électriques et électroniques produits au ministère chargé de l'environnement, alors que les détenteurs (communes ou personnes autres que les ménages) communiqueraient sur l'élimination des DEEE. Les modalités de communication de ces informations devraient être précisées dans un arrêté inter-ministériel.

• **Article 23** - Des sanctions pénales seraient prévues pour les distributeurs s'ils ne procédaient pas à la reprise des DEEE (responsabilité morale et amende de 2 250 euros).

‡ **Limitation de l'utilisation de substances dangereuses dans les équipements électriques et électroniques et autres équipements**

- **Article 24** - Avant le 1^{er} juillet 2006, les articles 3, 4 et 5 devraient être respectés.
- **Article 3** - Les équipements seraient conçus en limitant les substances dangereuses - réduction de la production de déchets dangereux.
- **Article 4** - Les équipements électriques et électroniques mis sur le marché ne contiendraient plus de plomb, mercure, cadmium, chrome hexavalent, PBB (polybromobiphényles) ou PBDE (polybromodiphényléthers).
- **Article 5** - Les équipements seraient construits de façon à faciliter le démontage, la valorisation, le recyclage des équipements et de leurs composants.

Observations de l'AMF : réglementation et enjeux des collectivités locales

❶ Positionnement et observations de l'AMF sur le projet de décret

‡ **Propositions de l'AMF pour une nouvelle Politique des déchets (12 septembre 2002)**

Parmi les propositions émises le 12 septembre 2002, l'AMF se positionne sur l'organisation des filières dédiées en France. Le texte suivant est extrait de la 4^{ème} proposition.

*Proposition 4 : **Les filières dédiées doivent être enfin organisées***

L'attente des collectivités porte sur les :

- imprimés publicitaires, journaux gratuits (COUNA),
- **produits électriques et électroniques en fin de vie (PEEFV)**,
- pneumatiques,
- déchets toxiques en quantité dispersée (DTQD).

Les principes qui président la mise en place de ces filières sont les suivants:

- **volontariat des Collectivités Locales,**
- **internalisation des coûts du futur recyclage dans le prix du produit dès sa mise sur le marché,**
- **récupération intégrale des coûts supportés par les collectivités sur les producteurs ou importateurs.**

® Voir le document intégral des 12 propositions de l'AMF

/ Les observations de l'AMF sur le projet de décret, adressées au Ministère

® *Voir le document*

② Démarches engagées par l'AMF sur la gestion des DEEE

Outre sa participation active aux négociations sur le projet de décret, l'AMF a engagé des discussions avec les producteurs d'équipements électriques et électroniques, représentés par la Fédération des Industries Electriques, Electroniques et de la Communication (FIEEC) et la Fédération des Entreprises Industrielles et Commerciales Internationales de la Mécanique et de l'Electronique (FICIME) ainsi qu'avec les distributeurs, représentés par la Fédération des Entreprises du Commerce et de la Distribution (FED).

L'objectif de ces négociations parallèles est de parvenir à la rédaction d'un protocole d'accord sur la gestion de la fin de vie des équipements électriques et électroniques. Un premier accord du même type a été signé en octobre 2000.

Expériences en France

Expériences en cours dans les collectivités

• Nord-Est

- Communauté Urbaine d'Arras

Tel : 03 21 21 87 00

Contact : Arnaud Ducatez

- Ville de Lons-le-Saunier, Juratri

Tel : 03 84 47 00 60

Contact : Emmanuel Troubat

- Communauté Urbaine de Lille

Tel : 03 20 21 22 23

Contact : M. Musilli

- Agglomération de Montbéliard

Tel : 03 81 31 88 88

Contact : Luc Emono

- Conseil Régional Nord-Pas de Calais

Tel : 03 28 82 82 82

Contact : Raphaël Vial

- Haganis (SIVOM de Metz)

Tel : 03 87 34 40 00

Contact : Thierry Godard

- Communauté Urbaine de Strasbourg

Tel : 03 88 60 90 90

Contact : Jean-Paul Chantrel

• Nord-Ouest

- Communauté Urbaine du Mans

Tel : 02 43 47 47 47

Contact : M. Montebrun

- Rennes Métropole

Tel : 02 99 01 86 86

Contact : Patrice Rossolin

- Communauté urbaine de Nantes : 24 communes – 550 000 habitants

Une opération sous maîtrise d'ouvrage de SCRELEC

Il s'agit d'une expérience de collecte, traitement et valorisation des DEEE lancée en juillet 2002 sur la Communauté urbaine de Nantes. Cette action prévue sur 2 ans est financée par l'ADEME et les fabricants d'appareils électriques et électroniques. Son objectif est de mettre en œuvre une filière de recyclage tout en maîtrisant les coûts. Elle consiste à mettre en place des points de collecte sélective en déchèterie et chez les distributeurs (**apport volontaire**), de diffuser l'information auprès du grand public sur les possibilités de reprise des DEEE dans la Communauté Urbaine de Nantes, ainsi que sur l'intérêt de ce nouveau tri. Cette opération devrait en outre permettre de réaliser des tests et de tirer les enseignements nécessaires à l'extension de la filière sur un territoire plus vaste.

SCRELEC
Tel : 01.56.28.92.51
Contact : Laeticia Flahautse

Communauté Urbaine de Nantes
Tel : 02.51.13.23.61
Contact : Mme Baliguet

• Sud-Est

- Région Rhône-Alpes

Une organisation des filières a été réalisée en septembre 2002 grâce à l'association ELEN, Electricité Environnement, afin de développer les filières de tri, de traitement et de valorisation des matériels électriques et électroniques d'usage professionnel (MEEP).

- Grand Lyon

Tel : 04 78 63 40 40
Contact : M. Houdoul

- Saint-Egrève

Tel : 04 76 56 53 00
Contact : M. Sanzoni

• Sud-Ouest

- Communauté Urbaine de Bordeaux

Tel : 05 56 10 20 30
Contact : M. Soulans

Contact *Ecomicro* : M. Maranon ; tel : 05 56 86 66 66

Une expérimentation de valorisation des DEEE a été menée en région aquitaine avec EcoMicro en 2002.

Expériences à l'étranger

Les filières d'élimination / valorisation des DEEE en Belgique, en Suisse, en Norvège et en Suède sont organisées de façon similaire, par l'intermédiaire de sociétés, représentant les producteurs d'équipement électriques et électroniques, et assurant le financement des filières des DEEE.

• Belgique

La réglementation nationale impose la reprise et le recyclage des DEEE depuis le 1^{er} juillet 2001 sur l'ensemble du territoire belge.

Les importateurs et les fabricants d'équipements électriques et électroniques ont fondé une société : RECUPEL, financée par une taxe payée par les consommateurs au moment de l'achat d'un nouvel appareil. RECUPEL finance la collecte, le traitement et le recyclage des DEEE. Les consommateurs peuvent ainsi remettre gratuitement leurs DEEE (de même catégorie) aux commerçants ou les déposer dans des conteneurs spéciaux mis en place par INTRADEL. Ces conteneurs, généralement réservés aux particuliers, permettent de répartir les DEEE en quatre flux : les appareils de refroidissement (réfrigérateurs, congélateurs...), les grands blancs (lave linge, lave vaisselle, cuisinière...), les écrans (télévisions, moniteurs...) et les petits électroménagers.

RECUPEL : www.recupel.be

• Suisse

La réglementation suisse et principalement l'OREA (Ordonance sur la restitution, la reprise et l'élimination des appareils électriques et électroniques du 1^{er} janvier 1998) impose aux détenteurs de remettre leurs DEEE sur les points de vente, depuis le 1^{er} juillet 1998.

Les détenteurs de DEEE, particuliers ou entreprises peuvent gratuitement rendre leurs appareils usagers aux fabricants ou revendeurs, ou encore les déposer en centre de recyclage ; (en cas de difficulté de déplacement, la collecte des DEEE peut se faire à domicile contre environ 25 francs suisses). Ces appareils seront repris, démantelés, recyclés et éliminés dans des installations agréées et contrôlées. Il faut noter l'importance du contrôle des filières de récupération et de recyclage suisses.

Les fabricants et importateurs d'équipements électriques et électroniques facturent une TAR (Taxe Anticipée de Recyclage – 1^{er} janvier 2003) aux commerçants. Cette TAR, sous forme d'un montant fixe par appareil, est communiquée aux commerçants, qui la répercutent à leur tour sur le prix d'achat d'appareil neuf. Le produit de la TAR est reversé aux sociétés S.EN.S et SWICO, assurant les frais de logistique, récupération, traitement, contrôle, information et administration.

S.EN.S s'occupe de l'organisation des filières de récupération et de traitement :

- des appareils contenant des CFC (réfrigérateurs, congélateurs...); financement assuré par vignette depuis 1991 et par la TAR depuis le 1^{er} janvier 2003,
- des appareils électroménagers, de bricolage, de jardinage et de loisir ; financement par une taxe de recyclage directe, puis par la TAR depuis le 1^{er} janvier 2003.

SWICO s'occupe de l'organisation des filières de recyclage :

- des appareils de bureautique, informatique et de communication ; TAR depuis 1994,
- des appareils d'électronique de loisir ; TAR depuis le 1^{er} janvier 2002,
- des appareils de l'industrie graphique (TAR).

S.EN.S : www.sens.ch

SWICO : www.swico.ch

• *Canada et Etats-Unis : filières des équipements informatiques*

Le ministère de l'Environnement du Canada a créé un programme de responsabilité élargie des producteurs (REP) concernant le matériel informatique. Ce programme est considéré au Canada et aux Etats-Unis comme une stratégie pouvant permettre la réduction des appareils hors d'usage ; il retient la responsabilité (matérielle et/ou financière) des producteurs et privilégie les partenariats et collaborations entre fabricants, transporteurs et recycleurs. Tout comme l'Union européenne, le coût de l'élimination / valorisation est internalisé et se répercute donc sur l'achat de matériels neufs par le consommateur.

Toutefois, contrairement à l'Europe, ni le Canada ni les Etats-Unis imposent une législation d'organisation des filières de récupération du matériel informatique. Les filières se mettent en place grâce aux initiatives de fabricants en réponse aux besoins de leurs clients ; exemples : Hewlett Packard, IBM...

Adresses utiles (liste non exhaustive)

❶ Aides techniques

- **ADEME** : Agence pour le Développement et la Maîtrise de l'Energie

Siège : 2 square La Fayette - BP 406 - 49004 Angers cedex 01

Tel : 02 41 20 41 20 – fax 02 41 87 23 50

<http://entreprises.ademe.fr/Dechets/dechets/dechet.asp?ID=31&o=2>

Contact : Sarah Martin

- **AMF** : Association des Maires de France

41 quai d'Orsay – 75343 Paris cedex 07

Tel : 01 44 18 14 14 – fax : 01 44 18 14 16

Contact : Guillaume Duparay

- **ELEN** : ELectricité ENvironnement

11-17 rue Hamelin – 75 783 Paris Cedex 16

Tel : 01.45.05.70.71 – fax : 01 45 04 68 57

<http://www.elen-asso.com>

elen@elen-asso.com

- **FEDEREC** : Fédération Française de la Récupération pour la Gestion Industrielle de l'Environnement et du Recyclage

101 rue de Prony – 75 017 Paris

Tel : 01.40.54.01.94 - fax : 01 40 54 77 88

<http://www.federec.com>

- **FIEEC** : Fédération des Industries Electriques, Electroniques et de la Communication

11 – 17 rue Hamelin – 75 783 Paris Cedex 15

Tel. : 01.45.05.70.70 - fax : 01.45.53.03.93

<http://www.fieec.fr>

- **FIGIME** : Fédération des Entreprises Industrielles et Commerciales Internationales de la Mécanique et de l'Electronique

25-27, rue d'Astorg - 75008 PARIS

Tél. : 01 44 51 14 60 - Fax : 01 42 65 39 49

http://www.figime.fr/index_p.asp

info@figime.fr

- **FNADÉ** : Fédération Nationale des Activités de Dépollution et de l'Environnement

33, rue de Naples - 75008 Paris

Tel: 01 53 04 32 90 - fax : 01 53 04 32 99

<http://www.fnade.com/>

fnade@fnade.com

- **GIFAM** : Groupe Interprofessionnel des Fabricants d'Appareils d'Equiperment Ménager

39 avenue d'Iéna - 75783 PARIS Cedex 16

Tel : 01 53 23 06 53 - fax : 01 47 20 20 73

<http://www.gifam.fr/>

<http://www.gifam.fr/pages/biblio/enviro/zfichiers/valorisation.doc>

- **MEDD** : Ministère de l'Ecologie et du Développement Durable

20 avenue de Ségur - 75302 Paris 07 Spt

Tel standard : 01.42.19.20.21

Contact : Michèle Meyrat

- **SNIMABI** : Syndicat National des Industries de Matériels Bureautiques et Informatiques

4 Place de Vallois – BP 2455 – 75 024 Paris Cedex 01

Tel : 01.40.15.95.32 - fax : 01 40 15 01 99

Filières des DEEE en France (liste non exhaustive)

France entière : collecte, enlèvement

CONIBI : service de reprise pour les fabricants (Canon, Epson, hp, Konica, Lexmark, Minolta, NRG, Océ, Ricoh, Toshiba, The Document Company Xerox, Xes)
47, allée des Impressionnistes BP 50418 - Villepinte
95944 ROISSY CDG cedex
Tel : 01 48 63 94 94 - fax : 01 48 63 94 95
<http://www.conibi.com/index.htm>
aguy@conibi.

ECCO-Tech

35, ZI Le Ventillon -13270 FOS SUR MER
Tel : 04 42 11 52 87 - fax : 04 42 11 52 88
<http://www.3r.asso.fr/faq.htm>
contact@123recup.com

HP : Hewlett-Packard

<http://www.hp.com/hpinfo/globalcitizenship/environment/fr/hdwrmain.html>
*HP a mis en place un service payant de reprise de ses matériels
voir à l'adresse ci-dessous :*
<http://www.hp.com/hpinfo/globalcitizenship/environment/fr/france.pdf>

Mirec S.A.S.

8 rue de la Chenau – 16350 Champagne Mouton
Tel : 33 05 45 84 95 00 – fax : 33 05 45 84 95 01
<http://www.mirec.com>
infofrance@mirec.com

ONYX :

163-169 Avenue Georges Clemenceau - 92735 Nanterre Cedex
Tél : 01 46 69 30 00 – fax : 01 46 69 30 01
http://www.onyx-environnement.com/fr/documents/1036755448_0850.pdf

SCRELEC : Société de Collecte et de Recyclage des Equipements Electriques et Electroniques

11/17 rue Hamelin - 75016 Paris
Tel : 01 56 28 92 51 - fax : 01.56.28.92.55
<http://www.screlec.fr/collectivites03.html>
screlec@screlec.fr

SITA : Direction du développement du Marché des entreprises, filiale du Groupe Suez
132 rue des Trois Fontanot – 92758 Nanterre Cedex
Tel : 33 01 42 91 65 19 - fax : 33 01 42 91 68 69
<http://extranet.sita.fr>
rubrique « à votre service » puis « près de chez vous »
Filiale de Sita spécialisée dans les DEEE

Région parisienne :

• *Collecte, enlèvement*

PROVALOR entreprise spécialisée dans le recyclage des unités d'éclairage
Service Commercial
Parc d'Activités de Fürst, B.P. 24 - 57730 Folschviller
Tel : 03 87 92 62 44 - fax: 03 87 92 62 45
<http://www.provalor.fr/PROVALOR1.html>
provalor@provalor.fr

• *Traitement*

PROVALOR entreprise spécialisée dans le recyclage des unités d'éclairage
Service Commercial
Parc d'Activités de Fürst, B.P. 24 - 57730 Folschviller
Tel : 03 87 92 62 44 - fax: 03 87 92 62 45
<http://www.provalor.fr/PROVALOR1.html>
provalor@provalor.fr

Triade Aubervilliers (Vivendi) – 93

TRIADE ELECTRONIQUE
34, rue Gaëtan Lamy
F-93300 Aubervilliers
Tel : 01 48 34 33 98 - fax : 01 48 34 30 51
<http://www.triade-electronique.com/>
info@triade-electronique.com

VALDELEC Direction Bonneuil

3, route de l'Ile Saint Julien
94380 Bonneuil sur Marne
Tel. : 01 49 56 11 22 - fax : 01 49 56 09 97
<http://valdelec.chambery.free.fr/activitefull.htm>

VALDELEC Unité de Bonneuil
Port de Bonneuil
5, route de Stains - Bât. F6
94380 Bonneuil sur Marne
Tel. : 01 56 71 15 40 - fax : 01 43 39 08 48
<http://valdelec.chambery.free.fr/activitefull.htm>

Région Nord Est :

• *Collecte, enlèvement*

E³, Electronique Environnement Ecologie
11, rue Moncel - 54170 Colombey-les-Belles
Tel : 03-83-52-60-80 - Fax : 03-83-52-60-81
<http://elenec.free.fr/index.htm>
informations@elenec.com

PROVALOR entreprise spécialisée dans le recyclage des unités d'éclairage
Service Commercial
Parc d'Activités de Fürst, B.P. 24 - 57730 Folschviller
Tel : 03 87 92 62 44 - fax: 03 87 92 62 45
<http://www.provalor.fr/PROVALOR1.html>
provalor@provalor.fr

• *Traitement*

E³ Electronique Environnement Ecologie
11, rue Moncel - 54170 Colombey-les-Belles
Tel : 03-83-52-60-80 - fax : 03-83-52-60-81
<http://elenec.free.fr/index.htm>
informations@elenec.com

PROVALOR entreprise spécialisée dans le recyclage des unités d'éclairage
Service Commercial
Parc d'Activités de Fürst, B.P. 24 - 57730 Folschviller
Tel : 03 87 92 62 44 - fax: 03 87 92 62 45
<http://www.provalor.fr/PROVALOR1.html>
provalor@provalor.fr

VALDELEC Unité de Metz
Parc d'activité de Fürst, B.P. 14
57 730 Folschviller
Tél. & Fax : Contacter la Direction **VALDELEC** à Bonneuil sur Marne
<http://valdelec.chambery.free.fr/activitefull.htm>

Région Sud Est :

• *Collecte, enlèvement*

ECCO-Tech

35, ZI Le Ventillon -13270 FOS SUR MER
Tel : 04 42 11 52 87 - fax : 04 42 11 52 88
<http://www.3r.asso.fr/faq.htm>
contact@123recup.com

ECOLLECTE SARL

BP 76 - 03302 CUSSET CEDEX
téléphone : 04 70 98 44 15 - fax : 04 70 98 44 17
<http://www.ecollecte.fr/contact.html>
contact@ecollecte.fr

• *Traitement*

ECOSYNTHESE

Parc Industriel du Maréchat
6, rue Michel Servet - 63200 RIOM
Tél : 04 73 64 08 79 - Fax : 04 73 63 06 13
<http://www.ecosynthese.fr/index1.htm>

ELEN RHONE- ALPES (antenne)

1, avenue de la Houille Blanche
73000 CHAMBERY
Tél. : 04 79 69 89 63 - Fax : 04 79 69 06 00
<http://www.elen-asso.com>
elen@elen-asso.com

SA VARRAY-PARISI et Associés

169, chemin des thermes - BP51
34172 CASTELNAU LE LEZ CEDEX
Tel. : 04.67.72.67.55 - fax : 04.67.72.78.78
<http://www.varrayparisi.com>
varray.parisi@wanadoo.fr

VALDELEC Unité de Chambéry
928, avenue de la Houille Blanche
ZI de Bissy
73000 Chambéry
Tel. : 04 79 96 41 03 - fax : 04 79 96 35 13
<http://valdelec.chambery.free.fr/activitefull.htm>

Région Nord Ouest :

• *Collecte, enlèvement*

PROVALOR entreprise spécialisée dans le recyclage des unités d'éclairage
Service Commercial
Parc d'Activités de Fürst, B.P. 24 - 57730 Folschviller
Tel : 03 87 92 62 44 - fax: 03 87 92 62 45
<http://www.provalor.fr/PROVALOR1.html>
provalor@provalor.fr

• *Traitement*

PROVALOR entreprise spécialisée dans le recyclage des unités d'éclairage
Service Commercial
Parc d'Activités de Fürst, B.P. 24 - 57730 Folschviller
Tel : 03 87 92 62 44 - fax: 03 87 92 62 45
<http://www.provalor.fr/PROVALOR1.html>
provalor@provalor.fr

VALDELEC Unité de Poitiers
Z.I. du Peuron
86 300 Poitiers
Tél. & Fax : Contacter la Direction **VALDELEC** à Bonneuil sur Marne
<http://valdelec.chambery.free.fr/activitefull.htm>

Région Sud Ouest :

• *Collecte, enlèvement*

ECOMICRO
8 rue Albert dupeyron – 33150 Cenon
Tél : 05 56 86 66 66 – fax : 05 56 86 08 09
<http://www.ecomicro.fr>
direction@ecomicro.fr

• *Traitement*

ECOMICRO

8 rue Albert dupeyron – 33150 Cenon
Tél : 05 56 86 66 66 – fax : 05 56 86 08 09
<http://www.ecomicro.fr>
direction@ecomicro.fr

TRIADE ELECTRONIQUE

34, rue Gaëtan Lamy
F-93300 Aubervilliers
tél : +33 (0)1 48 34 33 98 - fax : +33 (0)1 48 34 30 51
<http://www.triade-electronique.com/>
info@triade-electronique.com

En Belgique

• *Traitement*

CEDEVAR

Rue de Villers, 71
7022 Mons (Gare d'Harmignies)
Belgique
Tél & Fax: +32 65 87 19 60 - 58 70 21
<http://users.skynet.be/cedevvar/francais.html>
Cedevvar@skynet.be

Les DEEE dans la presse spécialisée

<http://www.01net.com/article/198685.html>

Glossaire

Centre de stockage = centre d'enfouissement technique (CET) = décharge contrôlée : lieu de stockage de déchets ; on distingue :

- les CET de classe I devant recevoir les déchets dangereux ultimes,
- les CET de classe II devant recevoir des déchets ménagers et assimilés ultimes,
- les CET de classe III devant recevoir les déchets inertes.

Collecte : ensemble des opérations consistant à enlever les déchets et à les acheminer vers un lieu de transfert, de tri, de traitement ou de stockage – source ADEME –

Collecte sélective des déchets ménagers et assimilés : collecte de certains flux de déchets, préalablement séparés par les ménages, en vue d'une organisation ou d'un traitement spécifique.

Collecte par apport volontaire : mode d'organisation de la collecte dans lequel le contenant de collecte est mis à la disposition du public en accès libre. La collectivité met à disposition des usagers un réseau de point d'apport comprenant un ou plusieurs contenants, plus ou moins régulièrement répartis sur le territoire à desservir, accessible à l'ensemble de la population – source ADEME –

Collecte en porte-à-porte : mode d'organisation de la collecte dans laquelle le contenant est affecté à un groupe d'usagers nommément identifiables, et dans laquelle le point d'enlèvement est situé à proximité immédiate du domicile de l'utilisateur ou du lieu de production des déchets – source ADEME –

Déchets : Tout résidu d'un processus de production, de transformation ou d'utilisation, toute substance, matériau, produit ou plus généralement tout bien meuble abandonné ou que son détenteur destine à l'abandon.
(Article L. 541-1 du Code de l'environnement)

Déchets ménagers et assimilés : ensemble de

- **déchets ménagers** (déchets issus de l'activité domestique des ménages) et
- **déchets assimilés** (déchets d'origine commerciale ou artisanale qui, eu égard à leurs caractéristiques et aux quantités produites, peuvent être éliminés sans sujétions techniques particulières et sans risques pour les personnes ou l'environnement ; ces déchets sont éliminés dans les mêmes conditions que les déchets de ménages – source articles R2224-28 du Code Général des Collectivités Territoriales, se reporter aussi à l'article L.2224-13 du même Code).

Déchets banals : déchets non dangereux et non inertes générés par les activités, publiques ou privées, du commerce, de l'artisanat, de l'industrie ou de service (administration et collectivités comprises). Il s'agit notamment des déchets d'emballages non souillés (carton, plastiques,...), des produits et équipements arrivés en fin de vie (matériel électrique et électronique, équipements automobiles...), des « loupés » et des chutes de fabrication (plastique, matières organiques,... hors matériaux réputés toxiques), des déchets de la cantine, des déchets de bureaux, des résidus de nettoyage, d'entretien... – source ADEME –

DIB = Déchets Industriels Banals sont les déchets banals produits par le monde de l'entreprise (commerce, artisanat, industrie, activité de service).

Déchets dangereux : « les déchets dangereux sont des matières destinées à l'élimination qui, gérées et éliminées de manières inadaptées, peuvent nuire à l'homme ou à l'environnement en raison de leur caractère toxique, corrosif, explosif, combustible, etc. » – source OCDE –

En France, la définition d'un déchet dangereux est donnée par le décret n°2002-540 du 18/04/2002, relatif à la classification des déchets (transposition de la Décision 2001/573/CE qui établit la liste des déchets et de la Directive 91/689/CE qui définit un déchet dangereux). Ce nouveau décret remplace le décret du 15 mai 1997, relatif à la classification des déchets dangereux.

Un déchet est classé dangereux s'il présente une ou plusieurs propriétés de danger énumérées à l'annexe I du décret du 18 avril 2002 (14 propriétés de danger sont énumérées : explosif, nocif, cancérigène, mutagène...).

Il est identifié à l'aide d'un astérisque (*) dans la liste établie à l'annexe II du décret du 18 avril 2002.

Déchet d'emballage : emballages et matériaux d'emballages, dont le détenteur final sépare l'emballage du produit qu'il contenait, puis se défait. Les emballages considérés correspondent à toute forme de contenant ou de support destiné à contenir un produit, pour en faciliter le transport ou la présentation à la vente : les plastiques, les cartons, papiers,

(Directive emballages 94. 62 CE et Décret n° 92 - 377 du 1/4/92)

DEIC : Déchets d'Emballages Industriels et Commerciaux sont les déchets d'emballages produits par les industries et les commerces.

Déchets d'entreprise = déchets industriels : déchets résultant d'une activité artisanale, commerciale ou industrielle ; ils comprennent :

- les déchets dangereux (anciennement DIS = Déchets Industriels Spéciaux),
- les DIB = Déchets Industriels Banals (voir DIB),
- les déchets inertes (voir Déchets inertes).

DEEE : Déchets d'Équipements Électriques et Électroniques

(voir équipements électriques et électroniques)

Les DEEE sont les déchets issus d'équipements électriques et électroniques, fonctionnant grâce à des courants électriques et à des champs électromagnétiques, abandonnés par leur détenteur. Ces déchets peuvent être hors d'usage ou seulement obsolètes ; les DEEE sont souvent réparables entièrement ou en partie, certains de leurs composants peuvent être recyclés et valorisés.

Sont considérés comme DEEE : les appareils ménagers, les équipements informatiques et de télécommunications, le matériel grand public, le matériel d'éclairage, les outils électriques et électroniques, les jouets, les équipements médicaux, les instruments de surveillance et de contrôle, les distributeurs automatiques.

Les DEEE des ménages sont classés en trois catégories principales – source ADEME – :

- **les produits blancs** (recouvrant les lave-linge, lave-vaisselle, frigidaires, appareils de cuisson),
- **les produits bruns** (recouvrant les appareils audiovisuels et de communication tels que les télévisions, les magnétoscopes, les chaînes HI-FI),
- **les produits gris** (recouvrant les appareils de bureautique et de télécommunication tels que les ordinateurs, les téléphones, les photocopieurs).

Déchets municipaux : ensemble des déchets dont l'élimination est assurée par les communes. Ils comprennent notamment les ordures ménagères, les déchets encombrants des ménages, les déchets verts des espaces publics, les déchets du nettoyage et les déchets de l'assainissement public – source Société française de santé publique –

Déchets inertes : déchets qui ne subissent plus de modifications physiques, chimiques ou biologiques importantes ; ils ne sont donc plus susceptibles de provoquer des pollutions environnementales dans le cas de leur stockage. Ils proviennent essentiellement d'activités d'extraction minière ou de déblais de démolition (terre, gravats, sables...).

Déchet ultime : d'après l'article 1^{er} de la loi n° 75-633 du 15 juillet 1975 modifiée, est considéré comme ultime « un déchet résultant ou non du traitement d'un déchet, qui n'est plus susceptible d'être traité dans les conditions techniques et économiques du moment, notamment par extraction de la part valorisable ou par réduction de son caractère polluant ou dangereux » - source loi n° 75-633 du 15 juillet 1975 –

Déchèterie : espace aménagé, gardienné et clôturé, où le particulier (et éventuellement l'artisan et le commerçant) peut apporter et trier ses déchets encombrants, ainsi que d'autres déchets en les répartissant dans des conteneurs spécifiques (ferrailles, monstres, déchets végétaux, gravats, tout-venant, papiers, cartons, huiles usagées...) en vue d'éliminer ou de valoriser au mieux les matériaux qui les constituent – source ADEME –

Détenteurs de DEEE : – source le projet de décret DEEE –

- les communes ou leurs groupements qui détiennent des équipements usagés des ménages collectés conformément au Code des collectivités territoriales,
- les personnes autres que les ménages qui détiennent des équipements usagés et qui ne répondent pas à la définition des producteurs.

Destruction de DEEE : toutes les opérations qui ne constituent pas une opération de valorisation – source projet de décret DEEE –

Distributeurs de DEEE : personnes qui, à titre commercial, vendent ou mettent à disposition des équipements à des personnes qui les utilisent dans leur fonction finale – source projet de décret DEEE –

Équipements électriques et électroniques : « équipements fonctionnant grâce à des courants électriques ou à des champs électromagnétiques, ainsi que les équipements de production, de transfert et de mesure de ces courants et champs, conçus pour être utilisés à une tension ne dépassant pas 1 000 volts en courant alternatif et 1 500 volts en courant continu », « d'autres équipements de caractéristiques proches mais n'utilisant pas les courants électriques ou champs électromagnétiques » font également partie des équipements électriques et électroniques ; ils seront définis dans les annexes du projet de décret – source projet de décret DEEE –

Élimination des DEEE : ensemble des opérations de collecte, transport, stockage, tri, pré-traitement et traitement nécessaires à la récupération des éléments et matériaux réutilisables ou de l'énergie à partir de déchets d'équipements, ainsi que les dépôts ou le rejet dans le milieu naturel des déchets ou des matériaux et éléments en provenant – source projet de décret DEEE –

Filière d'élimination : enchaînement des opérations et de l'ensemble des équipements mis en œuvre pour éliminer les déchets – source CCI de Paris –

Gestion des déchets : ensemble des opérations mises en œuvre pour limiter, valoriser ou éliminer les déchets : opérations de prévention, de pré-collecte, de collecte, de transport et toute opération de récupération, de tri, de valorisation et de traitement, jusqu'au stockage des résidus, y compris la surveillance de ces opérations et celle des sites après leur fermeture – source ADEME –

PEEFV : Produits Electriques et Electroniques en Fin de Vie – voir DEEE

Points de collecte : lieux d'entreposage et de regroupement des DEEE que les producteurs ou les distributeurs ont repris, ou que les communes ou leurs regroupements ont collecté auprès des ménages – source projet de décret DEEE –

Pré-traitement de DEEE : opération préalable aux opérations de valorisation et de destruction des déchets ; les opérations de pré-traitement seront définies dans une annexe du décret – source projet de décret DEEE –

Prévention : toute action en amont (conception, production, distribution consommation d'un bien) visant à réduire l'ensemble des impacts sur l'environnement et à faciliter la gestion ultérieure des déchets (réduction des quantités de déchets produits et/ou de leur nocivité ou par l'amélioration du caractère valorisable) – source ADEME –

Producteurs de DEEE : « personnes qui, quelle que soit la méthode de vente utilisée, fabriquent et vendent des équipements sous leur propre marque, revendent sous leur propre marque des équipements produits par d'autres fournisseurs, importent ou introduisent sur le marché à titre professionnel des équipements ; attention : les personnes n'effectuant que du ré-emploi, de la réutilisation ou du recyclage ne sont pas considérées comme des producteurs de DEEE – source projet du décret DEEE –

Ramassage de DEEE : opération consistant à ramasser les déchets d'équipements provenant des ménages aux points de collecte mis en place par les producteurs, les distributeurs ou par les collectivités locales ou par leurs groupements et auprès des entreprises détenant ces équipements à titre professionnel – source projet du décret DEEE –

Recyclage : opération visant à introduire les matériaux provenant de déchets dans un cycle de production en remplacement total ou partiel d'une matière première vierge – source ADEME –

Ré-emploi : opération par laquelle un bien usagé conçu et fabriqué pour un usage particulier est utilisé pour le même usage ou un usage différent – source ADEME –

Récupération : opération qui consiste à collecter et/ou trier des déchets en vue d'une valorisation des biens et des matières les constituants – source ADEME –

Régénération : opération visant à redonner à un déchet les caractéristiques physico-chimiques qui permettent de l'utiliser en remplacement d'une matière vierge (exemple : la régénération de solvants) – source ADEME –

Valorisation : la valorisation recouvre le ré-emploi, la réutilisation, la régénération, le recyclage, la valorisation organique ou la valorisation énergétique des déchets – source ADEME –

Valorisation des DEEE : opération de réutilisation des DEEE consécutive ou non à des opérations de remise en état, démontage en vue d'en séparer des éléments et matériaux réutilisables, recyclage, utilisation comme combustible dans des installations d'incinération ou de co-incinération avec récupération d'énergie, ainsi que broyage ou découpage en vue d'un traitement conforme – source projet du décret DEEE –

« **Visible Fee** » : ligne apparaissant sur l'étiquette de vente des nouveaux équipements électriques et électroniques et précisant les coûts supportés par le fabricant pour la gestion des déchets de ces équipements en fin de vie.